

# La gauche européenne face à la crise

*forum* lance une nouvelle série sur la crise financière et économique. Nous avons prié les partis politiques de partager avec nos lecteurs leurs grilles d'analyse et d'expliquer leurs alternatives à court, moyen et long terme. Murray Smith inaugure la série pour Déi Lénk. Le mois prochain, la parole sera donnée au DP.

Murray Smith

Nous sommes aujourd'hui dans la cinquième année d'une crise internationale, financière et économique. Personne ne peut dire quand et comment cette crise se terminera. Au fond, il s'agit de la crise d'un modèle d'accumulation centré depuis 25 ans sur la prédominance de la finance et sur un modèle de croissance basé sur l'endettement – des banques, des États, des ménages. Ce château de cartes a commencé à s'effondrer avec la crise des *subprimes* aux États-Unis en 2008. L'interpénétration du système financier a fait en sorte que les banques européennes aient été à leur tour durement frappées, conduisant au *credit crunch* qui a poussé l'économie vers la récession et entraîné de coûteux plans de sauvetage des banques.

Toute l'argumentation actuelle en faveur de l'austérité repose sur l'idée que la crise de la dette souveraine en Europe découle de dépenses publiques trop élevées. Or, il n'en est rien. L'augmentation de la dette et des déficits budgétaires est une conséquence du sauvetage des banques et de l'injection de liquidités pour stimuler l'économie en 2008-2009. À ceci s'est ajouté la baisse des recettes fiscales due à la baisse des impôts (caractéristique du modèle néolibéral depuis les années 1980) sur les hauts revenus et les entreprises.

Cette crise est globale. Et, aujourd'hui encore, comme en 2008, les pays d'Asie, dont la Chine, sont également touchés<sup>1</sup>. Cette réalité a été résumée sans détour dans un discours prononcé par Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international, à Washington en décembre 2011 : « Il n'y a pas d'économie dans le monde, que ce soit dans les pays à bas revenus, les marchés émergents, les pays à

revenus moyens ou les économies hyperavancées, qui sera immunisé contre la crise<sup>2</sup>. »

Mais, à l'heure actuelle, l'épicentre de cette crise globale se trouve en Europe et tout particulièrement dans la zone euro. Certes, la crise de la dette souveraine ne sévit pas seulement dans la zone euro (le Royaume-Uni en fournit la meilleure illustration), reste qu'il existe une crise spécifique de la zone euro : une crise structurelle latente depuis le lancement de la monnaie unique, mais qui a été déclenchée par la crise de la dette souveraine. Il est possible de faire une union monétaire entre des pays avec des niveaux de développement économique et de productivité du travail différents, mais à condition d'agir pour réduire ces inégalités, ce qui implique une harmonisation non seulement fiscale, mais aussi des prix, des salaires, des allocations sociales. Or, ce n'est pas ce qui s'est fait, loin de là. Il est incohérent d'afficher bruyamment sa volonté de réaliser une union fiscale et politique, tout en refusant d'intervenir pour corriger des inégalités de niveaux de développement. Sans parler du problème que constitue une banque centrale (européenne) qui n'en est pas une, car interdite par le traité de Lisbonne de prêter aux États. La Banque centrale européenne (BCE) est de fait une agence au service des marchés financiers. Elle accorde des prêts (actuellement à 1 %) aux banques, sur-

---

**La Banque centrale européenne est de fait une agence au service des marchés financiers. Elle accorde des prêts (actuellement à 1 %) aux banques, surtout européennes, qui spéculent contre ces mêmes États.**

---



---

Né à Glasgow, Murray Smith a longtemps vécu en France, où il a exercé des responsabilités au sein de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Il a été de 2006 à 2008 directeur de l'Institut de recherches et de formation à Amsterdam. Aujourd'hui, il est l'un des représentants de Déi Lénk au Bureau exécutif du Parti de la gauche européenne.



Les Marx Brothers en prison, scène tirée de *A Night in Casablanca* (1946)

---

**Le paradoxe est qu'au moment même où le capitalisme révèle le plus clairement son caractère antisocial, la gauche est le plus en manque d'une alternative crédible.**

---

tout européennes, qui spéculent contre ces mêmes États.

Les sommets européens défilent, se suivent et se ressemblent, et les seules décisions qui en ressortent en termes de convergences sont des mesures qui donnent aux institutions européennes, agissant sans contrôle démocratique, le droit d'imposer des politiques budgétaires ne servant qu'à renforcer l'austérité. Sur ce chemin, un pas qualitatif a été franchi avec le projet de traité annoncé le 9 décembre avec, à nouveau, l'objectif avoué, mais inatteignable, de réduire les déficits. Inatteignable, parce que le forçage d'une austérité permanente pousse les pays concernés vers la récession et rend donc non seulement quasiment impayable la dette, mais augmente en plus les déficits. Ce qui, de nouveau, fournira le prétexte et l'excuse pour des plans d'austérité encore plus drastiques, des réformes structurelles qui mineront encore davantage l'État social. Sans garantir, bien sûr, l'avenir de l'union monétaire.

En 2007-2008, la crise bancaire avait déclenché des faillites et la récession. Les mesures de sauvetage prises alors ont conduit tout droit à la crise de la dette souveraine. Aujourd'hui, la crise de la dette souveraine provoque la crise de la zone euro et s'accompagne d'une nouvelle crise bancaire, et encore de plus de récession.

Face à cette crise, quelles sont et quelles devraient être les réponses de la gauche ? D'abord, de quelle gauche parle-t-on ? Car on peut distinguer une gauche social-démocrate (ou social-libérale), d'un côté, c'est-à-dire une gauche gestionnaire prête à gouver-

ner dans le cadre du néolibéralisme, et, de l'autre, une gauche qui n'accepte pas ce cadre, qui conteste le néolibéralisme et ses contre-réformes.

La social-démocratie n'est bien sûr pas identique d'un pays à l'autre. Elle est néanmoins assez homogène, sinon dans son idéologie, au moins dans sa pratique. Elle fait partie, en est même un rouage essentiel, du système de gouvernance de nos pays. Il existe en Europe un consensus politique pour gouverner dans un cadre néolibéral. Ce consensus fait en sorte qu'on assiste depuis 25 ans à l'alternance entre partis et coalitions de centre gauche et de centre droite, sans que soit modifié d'une manière significative le train de déréglementations, précarisation du travail, privatisations, grignotage de l'État social. Tout cela poussé en avant par les institutions de l'Union européenne.

En général, la social-démocratie promet une version plus édulcorée du néolibéralisme. Mais, une fois arrivée au pouvoir, elle fait ce qu'on lui demande de faire (à l'image du gouvernement Jospin de 1997 à 2002). En Allemagne, l'offensive qui a fait le plus pour réduire les droits sociaux a été menée d'une main de fer par le gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder.

Il ne faut pas pour autant mettre un signe d'égalité entre social-démocratie et droite. La base sociale de cette première n'est pas la même que celle des partis de droite, et partout subsistent des liens avec des syndicats. Et il y reste encore des militants qui ne sont pas résignés à être la roue gauche du néolibéralisme. Sinon, on ne pourrait comprendre des ruptures telles que celles qui ont vu des forces venues du SPD



Publicité pour livres d'Aleksander Rodchenko (1924)

participer à la création de Die Linke ou la sortie du PS français du courant de Jean-Luc Mélenchon pour créer le Parti de gauche et participer, notamment avec le PCF, à la création du Front de gauche, dont Mélenchon est actuellement le candidat présidentiel.

Il est frappant de voir que, sur le plan électoral, la social-démocratie ne tire pas forcément profit de la crise. Puisque, dans le fond, elle accepte le discours sur la dette, les déficits, l'austérité, les « réformes », elle ne se distingue de la droite que sur des questions secondaires, par quelques nuances qui ne survivent pas toujours le passage au gouvernement. Du coup, elle risque de démobiliser sa propre base sans convaincre au-delà. On voit bien les difficultés actuelles de François Hollande pour marquer sa différence avec Nicolas Sarkozy sur la crise, si ce n'est par quelques références à la justice ou des désaccords qui portent sur les moyens plutôt que les fins.

L'autre gauche, la gauche de transformation sociale, qu'on appellera la gauche radicale, est assez hétérogène dans ses origines, avec ses composantes social-démocrate de gauche, écologiste, communiste, d'extrême gauche.

Mais, au-delà de ses spécificités, ce qui différencie cette gauche de la social-démocratie est clair : elle n'accepte pas la logique néolibérale. Elle est contre l'austérité, contre les réformes structurelles, elle défend l'État social, elle conteste la toute-puissance de la finance. Elle est partie prenante de tous les mouvements de résistance.

Il ne suffit pourtant pas d'être contre. Si on refuse la pensée unique, le consensus, l'alternance dans la continuité, il faut commencer à présenter une alternative. En fait, il faut développer un discours, élaborer un programme, et ce, à deux niveaux : celui des propositions immédiates pour affronter la crise actuelle et celui des propositions qui rompent avec le

consensus néolibéral. Et, spécifiquement, il faut donner une réponse à la crise de l'Union européenne. Les questions de la dette et de la puissance incontrôlée de la finance sont au centre de la crise ; on ne peut proposer aucune alternative si on ne les confronte pas. Quels peuvent être des éléments d'une réponse ?

D'abord, il faut radicalement transformer le rôle de la BCE. Il faut rendre possible le financement direct à des taux bas de gouvernements et autres pouvoirs publics, afin de financer des projets créateurs d'emplois et de services publics, respectueux aussi bien des droits des salariés que de l'environnement.

Ensuite, il faut taxer les revenus du capital – les transactions financières, les bénéfiques et les dividendes – en même temps qu'on augmente le pouvoir d'achat des salariés, en annulant les mesures d'austérité qui pèsent sur la consommation et exercent une pression dépressive sur l'économie. Pour sortir de la crise, il s'agit d'inverser la tendance des 30 dernières années, durant lesquelles les gains de productivité ont débouché sur une part croissante de la valeur ajoutée prise par les bénéfiques au détriment des salaires.

Il faut mettre en place un pôle bancaire public, dont le but serait de fournir des crédits aux entreprises (publiques ou privées) qui créent des emplois et respectent les critères et règles susmentionnés. À terme, ce pôle devrait être élargi par la prise sous contrôle public d'autres établissements. Dans l'immédiat, il faut imposer des contrôles sur les établissements financiers privés, notamment sur les mouvements des capitaux, avec interdiction de recourir à des produits dérivés, suppression des paradis fiscaux, etc. Il est nécessaire de séparer les banques de dépôts des banques d'investissement.

Une politique pour une Europe sociale serait centrée sur la création de l'emploi et la satisfaction des besoins humains. Au lieu de profiter de la faiblesse des pays en difficulté pour les dépouiller de leurs biens publics et imposer la misère à leurs populations, il faudrait les aider par des prêts à taux zéro de la BCE et par des transferts budgétaires de l'Union européenne. Ensuite, il faut un moratoire et un audit de la dette dans chaque pays, pour bien identifier la proportion des dettes qui résultent de la spéculation et comportent des intérêts exorbitants. Pour sortir des dettes, il faudra imposer des pertes aux créanciers-spéculeurs plutôt que toujours plus d'austérité aux populations<sup>3</sup>.

Il faut refuser toutes les mesures qui font de l'Union européenne une machine pour imposer et institutionnaliser la politique néolibérale. Face aux diktats européens, face aussi aux gouvernements technocra-

---

**Il faut radicalement transformer le rôle de la BCE. Il faut rendre possible le financement direct à des taux bas de gouvernements et autres pouvoirs publics.**

---

tiques, la souveraineté des parlements nationaux élus doit être défendue tout en proposant des mesures pour placer le fonctionnement de l'Union européenne sous contrôle démocratique.

Toutes ces mesures visent à sortir de la crise par le haut. Mais ce ne serait qu'un début. C'est non seulement la crise en elle-même, mais la réaction des banquiers et des gouvernants à cette crise qui met à l'ordre du jour la question d'un autre modèle économique et social. On ne peut qu'être d'accord avec le parti de la gauche radicale allemande, Die Linke, qui a affirmé à son dernier congrès : « Die Linke est convaincu qu'un capitalisme sans crise, un capitalisme social, écologique et pacifique n'est pas possible. »

Le paradoxe est qu'au moment même où le capitalisme révèle le plus clairement son caractère anti-social, la gauche est le plus en manque d'une alternative crédible. L'effondrement, il y a 20 ans, des pays dits du « socialisme réel » y est pour beaucoup. Pour certains d'entre nous, ce qui était dramatique, ce n'était pas la chute des régimes qui faisaient rimer socialisme avec parti unique, censure et répression de toute opposition. Ce qui était dramatique, c'était le fait qu'aucun de ces pays n'a réussi à avancer vers un socialisme débarrassé de ces scories ; ils ont tous régressé vers un capitalisme qui semblait dorénavant pour beaucoup l'horizon indépassable.

Il faut faire le bilan de ces sociétés sans nier leurs aspects progressistes, sur le plan social notamment. Mais, globalement, elles ont échoué parce que le pouvoir était confisqué au peuple. Et sans débat démocratique et participation de la société, il était impossible de sortir des impasses de l'économie de commandement.

Il faut remettre le signe d'égalité entre socialisme et démocratie, qui y était dès les débuts du mouvement ouvrier. Le sine qua non pour tout projet de société socialiste doit être la démocratie au sens le plus large, incluant des formes à définir de démocratie directe, d'autogestion, dans les entreprises, dans les quartiers. De telles structures sont compatibles avec des institutions de démocratie représentative basées sur le suffrage universel – elles ne les remplacent pas. Le socialisme doit représenter un progrès par rapport à nos institutions démocratiques actuelles, non une régression. Les assemblées représentatives peuvent devenir beaucoup plus démocratiques, avec élections à la proportionnelle, droit de révocation des élus, consultations populaires.

Il est impossible d'envisager une nouvelle société sans aborder la question de la propriété. Mais la ré-

ponse qui consisterait en une économie nationalisée avec planification centrale n'est pas forcément la bonne, même accompagnée de démocratie. Il est pourtant clair que certains leviers doivent rester sous le contrôle de la société. En premier lieu, le secteur financier.

Dans toute société créant des richesses et engagée dans l'échange, il y aura un besoin de crédit. Il est parfaitement possible que ce rôle soit endossé par des établissements de crédit publics ; il y a même de nombreux précédents dans l'histoire du capitalisme. Permettre la concentration de vastes ressources financières entre des mains privées n'est pas non seulement nécessaire, mais, on le voit aujourd'hui, hautement nuisible. Il devra s'agir en tout cas d'un secteur financier beaucoup plus réduit qu'à l'heure actuelle, débarrassé de toutes les opérations spéculatives qui n'ont aucune utilité sociale. On doit entamer une « définancialisation » de l'économie, un rééquilibrage au profit de l'économie réelle, de la production de biens et des services utiles.

Un secteur financier public peut d'ailleurs fonctionner à différents niveaux : banques nationales, caisses d'épargne municipales, banques coopératives, sans parler des banques opérant à l'échelle internationale ou européenne.

Certains secteurs essentiels doivent rester ou être ramenés sous contrôle public : transports et communications, éducation, santé, énergie, mais aussi la grande industrie, les secteurs stratégiques dont dépend le reste de l'économie. On pourrait par exemple « renationaliser » la sidérurgie, mais dans un cadre européen, au sein d'une société publique transnationale. Pour le reste, il faudra avancer de manière pragmatique. La production de biens et de services doit favoriser l'initiative et l'innovation, de même les mécanismes de l'offre et de la demande ; on pourrait envisager une combinaison de différentes formes de propriété : étatique, coopérative, petites et moyennes entreprises privées, travailleurs indépendants.

Il ne s'agit d'ailleurs pas, surtout pas, de définir un projet tout ficelé – il s'agit de construire une économie au service du peuple, sous contrôle démocratique et donc susceptible d'être débattue et modifiée à la lumière de l'expérience. ♦

1 « Asians shiver in eurozone's chill wind », in *Financial Times*, 15 décembre 2011.

2 Cité dans *Le Quotidien*, 17 décembre 2011.

3 Sur la dette et le crédit, voir François Chesnais, *Les dettes illégitimes : quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Paris, Éditions Raison d'agir, 2011.